



Les raisons de la dépendance gazière de l'UE

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 14 septembre 2022

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Alors que l'Europe se retrouve face à une crise énergétique majeure, les responsables européens oublient bien souvent de rappeler à leurs citoyens les raisons de la dépendance de l'UE vis-à-vis de la Russie. Une crise désormais accentuée par une politique largement hostile à l'encontre de Moscou et des sanctions qui frappent ouvertement leurs propres instigateurs. Retour sur la question.

Les discussions bruxelloises quant à la nécessité de diminuer la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie ne datent pas d'hier, ni de fin février dernier. C'est une rhétorique au contraire qui se répète tout au long des années. Pour autant et si jusqu'à maintenant l'Union européenne n'a jamais réussi à se passer du gaz russe, ce n'est certainement pas en raison d'un quelconque manque de volonté à le faire, mais bel et bien pour des raisons parfaitement pratiques, liées aux faits et statistiques.

Si l'on regarde les volumes d'exportation de gaz naturel par pays, il devient très rapidement [évident](#) qui en est le principal acteur au niveau mondial, en l'occurrence la Russie. Les Etats-Unis qui arrivent en deuxième position [restent](#) dans une posture qui ne peut permettre le remplacement du gaz en provenance de Russie, en raison de leur propre consommation interne très élevée. Devant même importer des volumes supplémentaires depuis le Canada voisin.

Cela sans oublier que dans le cas des besoins européens, les USA ne peuvent assurer les livraisons que via les fameux méthaniers - des méthaniers qui devront être produits en énorme quantité pour pouvoir réaliser les dites livraisons, et avec un prix final de vente qui sera largement supérieur à celui du gaz russe. De son côté le Qatar, autre acteur majeur gazier international, était longtemps orienté sur les marchés asiatiques. Et s'il devait augmenter considérablement ses livraisons à l'Europe, ce serait alors aux dépens de ces marchés stratégiques, tout en demandant aux acheteurs européens de se baser sur des contrats à long-terme, chose que les bureaucrates européens n'en sont pas partisans.

Cela sans oublier que les marchés asiatiques traditionnels que le Qatar, très théoriquement pourrait laisser ou y réduire sa présence, seront immédiatement demandeurs de livraisons alternatives, étant de grands consommateurs et dont les besoins ne cessent de monter en puissance. Enfin, il serait bon de rappeler que Saad Sherida al-Kaabi, ministre de l'Énergie du Qatar - avait clairement [fait comprendre](#) fin mars dernier quant à l'impossibilité de remplacer le gaz russe. En ce qui concerne la Norvège (quatrième exportateur mondial) - elle est déjà de-facto au maximum de ses capacités.

L'Algérie, qui représente 11% des importations européennes ne peut, de manière significative, augmenter les volumes d'exportations gazières à destination de l'UE. Quant

aux discussions sur les éventuels gazoducs au départ du Nigéria (qui d'ailleurs ne fait même pas partie des 10 principaux exportateurs mondiaux) et devant traverser plusieurs pays africains – les volumes concernés seront insignifiants pour les besoins européens, d'autant plus que la réalisation éventuelle même de tels gazoducs prendra encore des années. Et peut-être même de bien longues années.

Dans tous les cas et comme le reconnaissent même les experts occidentaux – il est tout simplement impossible de [remplacer](#) les 150 milliards de mètres cubes annuels acheminés de Russie en Europe par du gaz d'autres provenances.

Cela sans oublier qu'au-delà des désagréments de l'absence du gaz russe dans l'Europe bruxelloise qui seront ressentis par les citoyens des pays de l'UE, et qui d'ailleurs commencent déjà à se faire ressentir, c'est toute l'industrie européenne qui risque de subir les conséquences des décisions de ses représentants politiques. Car oui – tout le fameux mythe de la puissance industrielle occidentale oublie bien souvent de rappeler l'extrême dépendance vis-à-vis des matières premières des nations non-occidentales et sans lesquelles elle devra soit réduire considérablement sa production (et donc les exportations, ainsi que les revenus), soit devra tout simplement se retrouver à l'arrêt. Avec tout ce que cela implique, y compris pour des pays comme l'Allemagne – première économie de l'UE.

De manière générale, le choix ouvertement pro-washingtonien de l'Europe bruxelloise concerne bien évidemment les décideurs européens en question, ainsi que ceux ayant voté pour eux. Sauf qu'il est impossible de pouvoir rêver à mettre économiquement à genoux un pays qui permet à cette même Europe arrogante et ingrate de garder les foyers chauffés et les industries en activité, et parallèlement demander à ce que ledit pays continue à en assurer les approvisionnements. Désormais, il est évident qui risque si fortement de se retrouver à genoux.

Le summum de cette hypocrisie occidentale est d'autant plus flagrant que ces mêmes régimes atlantistes menacent aujourd'hui tout pays qui ose maintenir et augmenter son interaction économique-commerciale avec la Russie, en rappelant l'existence de sanctions unilatérales visant Moscou. Mais lorsqu'il s'agit d'obtenir de l'énergie pour soi-même, les représentants politiques qui commencent de plus en plus à rappeler des acteurs comiques de cirque, font preuve d'une capacité à outrepasser leurs propres sanctions et procédures bureaucratiques.

Non, il faut effectivement s'en tenir aux décisions prises et respecter le cahier des charges – aussi bien technique que celui lié aux sanctions adoptées. La partie russe soutient cette approche. Quant à la nécessité de se défaire de la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, pourquoi ne pas effectivement accélérer le processus dès cette période d'automne-hiver? Dans le monde contemporain, ce ne sont pas les acheteurs qui manquent.

Après tout ce n'est pas l'acheteur, qui annonce officiellement vouloir cesser les importations auprès du fournisseur traditionnel d'ici quelques années qui dictera la marche à suivre, mais bel et bien le fournisseur en question qui ne possède aucune clause l'obligeant à livrer exclusivement à des clients ingrats et souffrants de duplicité. Pour ne pas dire de schizophrénie. Bien qu'il soit nécessaire de souligner que les dossiers médicaux des représentants des régimes occidentaux ne représentent aucun intérêt digne de ce nom.

Mikhail Gamandiy-Egorov

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca